

Investir dans le social pour investir dans l'avenir

JOBS JOBS JOBS

DOCUMENT D'INFORMATION SUR LE TRAVAIL DÉCENT
ET LA PROTECTION SOCIALE

04

solidar

decent work
decent life 



© DANIEL GUSSAGO

01

Protection sociale et sécurité sociale

Les termes de « protection sociale » et de « sécurité sociale » sont souvent utilisés indifféremment l'un de l'autre. Or, on peut établir une distinction entre ces deux notions : la Convention n°102 de l'OIT décrit la « sécurité sociale » comme la garantie d'un revenu stable par le biais de soins médicaux ; d'allocations de maladie ; d'allocations de chômage ; d'allocations de retraite ; d'indemnité en cas d'accident de travail ; d'allocations familiales ; d'allocations de maternité ; de pension d'invalidité. La « protection sociale » englobe quant à elle des notions plus larges, dont des actions pour couvrir plus de risques comme, par exemple, les mesures anti-discrimination et en faveur de la sécurité au travail.

Contexte

« Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale » (article 22 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme).

60 ans après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, le droit à la sécurité sociale reste un rêve pour 80 % de la population mondiale (Organisation internationale du travail, 2008).

Près de 1,4 milliard de personnes vivent actuellement dans une extrême pauvreté¹.

Avec le traité de Lisbonne, la politique de développement de l'Union européenne (UE) s'est nettement concentrée sur l'**éradication de la pauvreté** : « La politique de coopération au développement de l'UE aura pour principal objectif la réduction et, à terme, l'éradication de la pauvreté. L'Union tiendra compte des objectifs de coopération au développement dans les politiques qu'elle met en œuvre et qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement » (Article 208 TFUE 2008)².

De plus, l'UE adhère pleinement au programme pour un travail décent de l'Organisation mondiale du travail (OIT), qui fait de la protection sociale l'un de ses quatre « piliers » : ceci a suscité un intérêt renouvelé pour le rôle de la sécurité sociale dans le développement ainsi que dans la lutte contre la pauvreté.

En outre, la fonction de la protection sociale, qui vient compléter la croissance économique, est de plus en plus reconnue par les pays en développement.

La protection sociale, qu'est-ce que c'est ?

La protection sociale est l'un des éléments clés du programme de l'OIT pour un travail décent, l'un de ses quatre piliers, à côté de l'emploi, des droits des travailleurs, et du dialogue social.

La protection sociale englobe toute une série d'actions publiques menées le secteur public ou le secteur privé, et vise à remédier aux problèmes du risque, de la vulnérabilité, de la discrimination et de la pauvreté. Les politiques de protection sociale ne servent pas seulement à mettre en place des « filets de sécurité » : elles sont le fruit d'engagements de politique sociale fermes à soutenir le renforcement de pouvoir, les droits humains et la justice sociale.

« Le toit de plomb de la hutte s'est envolé lors du cyclone. Mes jeunes enfants n'avaient littéralement plus de toit au dessus de leur tête. J'ai dû utiliser l'argent que je gardais pour le mariage de ma fille. Heureusement, j'ai rapidement été remboursé par les assurances »

HANSABEN,
AMHMEDABAD³

¹ Le rapport du Millénaire pour le développement 2008 (septembre 2008) démontre que le nombre de personnes extrêmement pauvres dans le monde (c'est-à-dire vivant avec moins de 1,25 dollar par jour) est passé de 1,8 milliard en 1990 à 1,4 milliard en 2005. Le rapport est accessible sur : <http://millenniumindicators.un.org/unsd/mdg/Default.aspx>.

² L'adoption du traité de Lisbonne signifiera un recentrage fondamental des politiques européennes de coopération au développement sur l'éradication de la pauvreté. Aujourd'hui, avec le traité de Nice en vigueur, les trois objectifs principaux des politiques européennes en la matière sont : 1) le développement économique et social durable des pays en développement, notamment des plus défavorisés d'entre eux ; 2) l'intégration progressive des pays en développement dans l'économie mondiale ; 3) la campagne contre la pauvreté dans les pays en développement (article 177 TFUE).

³ Citation tirée de Comparative Labour Law & Policy Journal, Vol. 27, N. 2, 'Social Protection and Decent Work: New Prospects for International Labour Standards'.

Éléments clés de la protection sociale

Les informations disponibles concourent à démontrer que la protection sociale est une stratégie de développement essentielle mais négligée pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement⁴ ainsi que pour toucher les plus démunis.

La protection sociale, ça marche !

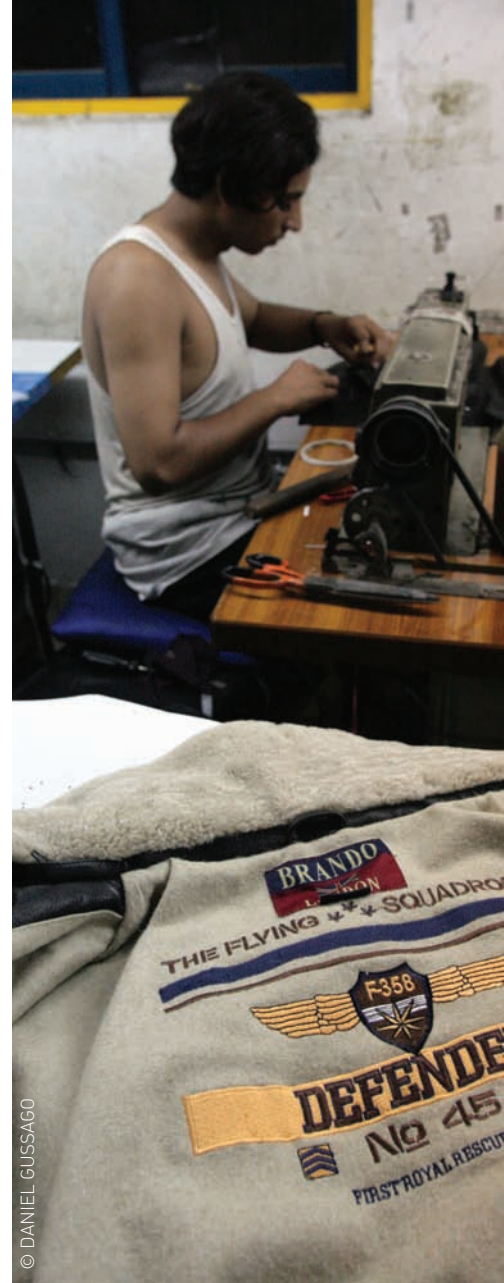
Les mesures de protection sociale – les transferts sociaux (comme les allocations familiales, les allocations de retraite, les prestations d'invalidité) et/ou l'assurance sociale (assurance maladie, allocation de chômage et de maladie, retraite complémentaire) – sont désormais en place dans une série de pays en développement. Voici quelques exemples de succès :

- **Au Brésil**, le programme Bolsa Familia fournit un complément de revenus aux familles qui gagnent moins d'un certain montant. Il vient aujourd'hui en aide à quelque 11 millions de familles brésiliennes (45 millions de personnes, soit trois fois la population des Pays-Bas). Il a largement contribué à sortir des gens de la pauvreté et à raboter les inégalités.
- **En Afrique du Sud**, le système Child Grant et l'allocation de retraite publique couvrent désormais près de 11 millions de personnes, soit un quart de la population. Une étude récente de l'Office national de statistique révèle bien que toujours très importantes, les inégalités de revenus ont pu être compensées par les aides sociales.
- **Au Bangladesh**, selon le programme Cash for Education pro-programme, les prestations sociales dépendent de la fréquentation scolaire des enfants. Grâce à ce système, on a enregistré une hausse de 20 à 30 % de la fréquentation scolaire. De plus, ces enfants restent en moyenne deux ans de plus à l'école que les autres⁵. En général, grâce à une plus grande sécurité des revenus, les rentrées d'argent dans la famille dépendent moins du travail des enfants, permettant à ces derniers d'aller à l'école.

Les systèmes de protection sociale peuvent empêcher les personnes qui ne sont pas pauvres de sombrer dans la pauvreté à la suite de chocs tels que la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires, les fluctuations de revenus ou les effets visibles des changements climatiques⁶ (la Banque mondiale estime pour sa part que la montée des prix des denrées alimentaires a précité 100 millions de personnes dans le monde entier en dessous de la barre de la pauvreté⁷).

La protection sociale génère de la croissance !

Outre la promotion du développement humain, la protection sociale peut contribuer de manière significative à la croissance économique. En augmentant les revenus des plus pauvres, les indemnités de sécurité sociale accroissent la demande intérieure et en conséquence favorisent la croissance en étendant les marchés intérieurs⁸:



© DANIEL GUSSAGO

« La sécurité sociale n'est pas simplement le résultat de la croissance économique, c'est-à-dire qu'elle n'est pas un produit du développement mais un produit pour le développement, pas quelque chose à prendre en compte une fois que les sociétés se sont développées, mais un moyen de promouvoir le développement économique lui-même »

EBRAHIM PATEL,
DISCOURS SUR LA SÉCURITÉ
SOCIALE POUR TOUS, AVRIL 2008

⁴ Objectif n°1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim ; Objectif n°2 : Assurer l'éducation primaire pour tous ; Objectif n°3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; Objectif n°4 : Réduire la mortalité infantile ; Objectif n°5 : Améliorer la santé maternelle ; Objectif n°6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies ; Objectif n°7 : Préserver l'environnement ; Objectif n°8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

⁵ Groupe de travail européen sur la protection sociale et le travail décent dans la coopération au développement, document d'information, octobre 2007.

⁶ F. Bourignon et alia, 'Millennium Development Goals at Midpoint: where do we stand where do we need to go?', septembre 2008.

⁷ The Guardian, jeudi 3 juillet 2008, www.guardian.co.uk/environment/2008/jul/03/biofuels.renewableenergy.

⁸ Organisation internationale du travail, Can Low-Income Countries Afford Basic Social Security?, 2008.

- **En Namibie**, un programme de prestations sociales a fait augmenter les dépenses locales. On dit que la moitié des commerces auraient fermé s'il n'y avait eu cette initiative⁹.

- **Au Malawi**, pour chaque US\$1 versé aux personnes dans le cadre d'un projet pilote d'aide financière, US\$2,1 supplémentaires ont été générés par l'activité commerciale locale¹⁰.

En outre, le coût net des investissements précoces dans un programme d'indemnités de sécurité sociale de base peut être compensé ou négatif grâce au retour économique positif et à une plus grande productivité ou à une main-d'œuvre mieux éduquée, en meilleure santé et mieux nourrie¹¹.

En prévenant et en soulageant la pauvreté ainsi qu'**en redistribuant la richesse, les programmes de protection sociale peuvent favoriser la paix et la cohésion sociale.**

La protection sociale est abordable

D'après les calculs de l'OIT, moins de 2 % de produit intérieur brut mondial seraient nécessaires pour mettre en place un système de sécurité sociale élémentaire qui bénéficierait à tous les pauvres de la planète. Il suffirait de 6 % pour fournir des indemnités de sécurité sociale à toutes les personnes qui n'ont pas accès à la sécurité sociale.

De plus, le fait que les systèmes de protection sociale dans les pays développés aient été mis en place quand ces pays étaient relativement pauvres (par exemple au Royaume-Uni, l'allocation de retraite universelle a été introduite après la seconde guerre mondiale) ou au cours de leur développement, corrobore l'idée selon laquelle la création de la sécurité sociale au début du processus de développement économique d'un pays représente un investissement clé dans le développement social et économique.

Un plancher social minimal pour tous

Une approche politique pragmatique a émergé lors des réunions de l'OIT : cette dernière recommande que les pays commencent, dans une première phase, à essayer de mettre en place un paquet de sécurité sociale de base pour tous ses résidents.

Ces garanties fondamentales incluraient :

- **L'accès aux soins de santé de base ;**
- **Une sécurité des revenus pour les enfants ;**
- **Une assistance sociale pour les pauvres ou les chômeurs ;**
- **Des pensions de base pour les personnes âgées ou handicapées.**

Ce paquet de base devrait être élargi dès lors que l'espace fiscal du pays s'accroît au fur et à mesure du développement de l'économie.

Selon les Nations unies (ONU), les 10 % les plus nantis de la population mondiale reçoivent 85 % des richesses. En comparaison, les 50 % de plus pauvres ne perçoivent que 1 %. Il est dès lors indispensable d'instaurer un plancher social minimal pour tous à l'échelle mondiale afin de garantir la dimension sociale de la mondialisation.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL,
CAN LOW-INCOME COUNTRIES AFFORD
BASIC SOCIAL SECURITY?, 2008



© DANIEL GUSSAGO

⁹ Anna Pearson, Help Age International, <http://www.helpage.org/News/Analysis/jBkX>.

¹⁰ Ibidem.

¹¹ Organisation internationale du travail 2008, p. 2.

Le Groupe de travail européen sur la protection sociale et le travail décent dans la coopération au développement

Constitué en 2007, le Groupe de travail européen sur la protection sociale et le travail décent dans la coopération au développement¹⁶, se compose d'organisations de la société civile qui demandent que la protection sociale bénéficie de l'attention qu'elle mérite dans la politique de l'UE, en tant qu'élément de l'agenda du travail décent.

Le Groupe en appelle à :

- Une législation, des politiques et des pratiques européennes afin de donner la priorité à des niveaux minimums de protection sociale dans le monde en développement en tant qu'urgence, en particulier si l'Objectif du Millénaire pour le développement de diminuer de moitié la pauvreté d'ici à 2015 doit être atteint dans tous les pays en développement.
- Une reconnaissance du rôle d'engorgement que la sécurité sociale peut jouer dans une série d'agendas importants pour l'UE : dans la lutte contre le VIH/ sida, la promotion de la croissance économique, ainsi qu'un rôle fondamental dans la réponse internationale aux crises engendrées par les changements climatiques, la hausse du prix des denrées alimentaires et l'instabilité des marchés mondiaux.

04

Attirer l'attention sur la sécurité sociale à tous les niveaux

Depuis l'inauguration de la campagne de l'OIT sur la protection sociale mondiale en 2003, on a constaté un renforcement de l'attention portée à la protection sociale en tant que stratégie essentielle pour l'éradication de la pauvreté.

À l'échelon européen, la nécessité de mécanismes de protection sociale pour promouvoir le développement économique et social a été incluse dans une série de politiques européennes en rapport avec la coopération au développement, notamment :

- La communication de la Commission européenne « Investir dans les ressources humaines »¹² stipule que : « Les régimes de sécurité sociale et l'insertion sociale sont des éléments clés pour lutter contre la vulnérabilité et réduire le risque de pauvreté. Ils aident les ménages et contribuent au programme pour l'égalité des sexes ainsi qu'à la lutte contre le travail des enfants. Il sera nécessaire de combler le manque de protection sociale dans l'économie informelle ».
- Dans ses conclusions concernant la promotion de l'emploi dans le cadre de la coopération au développement¹³, adoptées en juin 2007, le Conseil réaffirme son engagement envers une approche intégrée du travail décent dans les stratégies pour l'emploi, englobant les quatre objectifs stratégiques de la création d'emploi, de la garantie du droit au travail, de l'extension de la protection sociale et de la promotion du dialogue social ; il demande à la Commission européenne d'élaborer une proposition sur la protection sociale dans la coopération au développement de l'UE (en vue de la présenter avant la fin 2008¹⁴) et on appelle à l'intégration de la protection sociale dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), ainsi qu'une évolution progressive vers un système public de sécurité sociale efficace.

Enfin, partout en Europe, des groupes d'organisations de la société civile soutiennent la campagne de l'OIT sur la sécurité sociale et une couverture pour tous, y compris le groupe de réflexion européen sur la protection sociale et le travail décent dans la coopération au développement, ainsi que la campagne « Un travail décent pour une vie décente », qui a lancé, fin 2007, un appel à l'action pour un travail décent¹⁵; ses initiateurs demandent aux responsables politiques d'agir de toute urgence, et (notamment) de :

Renforcer et élargir la couverture de la protection sociale en garantissant l'accès à la sécurité sociale, aux pensions, aux indemnités de chômage, à la protection de la maternité et à des soins de santé de qualité pour tous. Toute personne, y compris les travailleurs dans la dénommée économie informelle, devrait bénéficier de ces avantages. (Point 3 de l'appel à l'action pour un travail décent).



© PAUL WEINBERG

¹² Communication de la Commission européenne COM(2006)18 final – Investir dans les ressources humaines – Programme thématique pour le développement humain et social et les perspectives financières pour 2007-2013.

¹³ Conclusions Concernant la promotion de l'emploi par la coopération au développement (juin 2007 – ref. 11068/07).

¹⁴ Cette initiative conjointe de la présidence française et de la Commission sur la protection sociale en matière de santé et le financement des soins de santé dans les pays en développement (septembre 2008) était la première étape, mais limitée à l'accès aux soins de santé. Le document est disponible en ligne sur http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/social_health_protection_codev_2008_en.pdf.

¹⁵ Vous pouvez signer l'Appel à l'action pour un travail décent sur www.decentwork.org.

¹⁶ Help Age International, World Solidarity, Light for the World, Stop Aids Alliance et SOLIDAR font partie des ONG qui participent au groupe. Infos : euoffice@helpage.org.

« Lorsque j'ai commencé à organiser [les femmes dans l'économie informelle]..., j'ai été frappée par la place primordiale qu'occupait le travail dans leur vie. Le travail est leur principale priorité. Elles disent souvent : « Tant que nous travaillons, nous vivons ». Toutefois, j'ai rapidement appris que le travail, seul, ne suffisait pas... En réalité, pour aider les femmes à atteindre leur objectif de plein emploi et d'autonomie, la sécurité sociale est incontournable. Le plein emploi inclut le travail et la sécurité des revenus, la sécurité alimentaire et la sécurité sociale. Par conséquent, la sécurité sociale s'inscrit dans le cadre de la lutte des femmes contre la pauvreté... »

ELA BHATT,
FONDATRICE DE LA SELF EMPLOYED
WOMEN ASSOCIATION (SEWA)¹⁹

« **Jobs Jobs Jobs** » est un projet de trois ans qui vise à démontrer que le travail décent est la pierre angulaire du développement et de l'éradication de la pauvreté.

Le concept de travail décent a été élaboré par l'Organisation internationale du travail, avec l'aval des syndicats, des ONG et d'autres organisations de la société civile. Il réunit les notions de quantité d'emploi avec la qualité de l'emploi créé. Les traits principaux du travail décent sont la création d'emploi, les droits des travailleurs, la protection sociale et le dialogue social.

Tous les documents d'information **Jobs Jobs Jobs** sont disponibles en anglais et en français sur le site : www.solidar.org

Le projet, coordonné par SOLIDAR, reçoit le soutien de l'UE.

SOLIDAR est une alliance européenne de 50 ONG et mouvement travaillistes engagées pour une vie dans la dignité pour tous. SOLIDAR promeut les principes de solidarité, égalité et justice sociale dans les domaines des affaires sociales, coopération internationale et l'éducation en Europe et dans le monde.

Coordinatrice du projet : Barbara Caracciolo
Éditeur responsable : Conny Reuter

Des leçons tirées de l'histoire de l'Europe

Dans le but de réduire la pauvreté, les pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) ont dépensé près de 21 % de leur PIB en services sociaux et en sécurité sociale publics, à l'exception de l'éducation¹⁷.

Les principaux messages tirés de l'expérience des pays de l'OCDE et de l'UE sont les suivants :

- la protection sociale est autant une priorité économique qu'une priorité sociale ;
- une économie qui fait de la justice sociale son fondement a plus de chance d'être florissante.

L'UE devrait se rendre compte qu'elle jouit d'une expérience incomparable du développement des systèmes de sécurité sociale en Europe, et considérer qu'il s'agit là d'un domaine d'expertise technique dont elle peut faire profiter les autres pays partenaires. Au Sénégal, par exemple, les responsables français échangent leurs expériences de la couverture sociale pour les travailleurs agricoles.

Au niveau de l'UE, dans ses **conclusions concernant la promotion de l'emploi par la coopération au développement de l'UE** (21 juin 2007), le Conseil invite la Commission à élaborer une proposition sur la protection sociale : celle-ci devrait se concentrer sur les composantes du plancher social minimal pour tous.

À l'usage, ces programmes de protection sociale se révèlent des avoirs structurels quel que soit le pays concerné, non seulement parce qu'ils remédient à la pauvreté, mais encore parce qu'ils redistribuent la richesse et rendent les sociétés plus équitables.

Cependant, il est nécessaire de faire preuve d'une **volonté politique** plus ferme si l'on veut inclure les preuves disponibles (la protection sociale est un système porteur ; la protection sociale génère de la croissance ; la protection sociale est abordable) dans les politiques qui toucheront les plus pauvres.

À l'échelon européen, ceci suppose un effort vers la **cohérence** d'un modèle qui, d'une part, fournit de l'aide au développement, et, d'autre part, risque de diminuer les ressources des pays en développement. Ainsi, les politiques commerciales agressives forcent les pays en développement à réduire leurs tarifs à l'importation, ce qui diminue les ressources disponibles pour financer, par exemple, les mécanismes de sécurité sociale.

¹⁷ The right to social security and national development: Lessons from OECD experience for low-income countries, document de discussion n° 18, OIT 2007.

¹⁹ Cité dans Comparative Labour Law & Policy Journal, Vol. 27, N. 2, 'Social protection and Decent Work: New Prospects for International Labour Standards'.

